

Christophe Wasinski

CounterPunch contre Counterinsurgency. Plagiat et contestation anthropologique à propos du nouveau manuel contre- insurrectionnel des forces armées américaines

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Christophe Wasinski, « CounterPunch contre Counterinsurgency. Plagiat et contestation anthropologique à propos du nouveau manuel contre-insurrectionnel des forces armées américaines », *Cultures & Conflits* [En ligne], 71 | automne 2008, mis en ligne le 05 février 2009, consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://conflits.revues.org/16183>

Éditeur : Centre d'études sur les conflits

<http://conflits.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://conflits.revues.org/16183>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Creative Commons License

***CounterPunch* contre *Counterinsurgency*. Plagiat et contestation anthropologique à propos du nouveau manuel contre-insurrectionnel des forces armées américaines ***

Christophe WASINKI

Christophe Wasinski est docteur en sciences politiques (relations internationales), maître de conférences aux Facultés universitaires de Namur et à l'université libre de Bruxelles au sein du Réseau d'études en politique internationale (REPI). Contact : christophe.wasinski@ulb.ac.be

En tant qu'outil traditionnel du pouvoir, il est légitime que les forces armées fassent l'objet d'attention notamment de la part de représentants politiques, de journalistes, de membres d'organisations non gouvernementales et, bien entendu, de chercheurs. Cette attention porte très régulièrement sur le déroulement et les résultats des opérations. Ainsi, les victimes civiles et militaires des conflits provoquent ponctuellement des débats publics, plus ou moins importants relatifs aux engagements et aux moyens mis en œuvre. C'est d'ailleurs le cas de nos jours, à propos de l'Irak, dans plusieurs Etats membres de la coalition attaquante. Il arrive également que des questions portant sur le matériel militaire déclenchent d'importantes réactions populaires. En guise d'exemple on se souviendra des impressionnantes manifestations qui avaient suivi la décision de déployer des missiles nucléaires américains en Europe occidentale (les « euromissiles ») au début des années 1980. Enfin, la légitimité des doctrines militaires sous-jacentes aux actions des forces armées peut être mise en question. Cela a par exemple été régulièrement le cas par des chercheurs de sciences politiques spécialisés dans le domaine des relations internationales ¹. Bien qu'elle provoque rarement le déplacement de foules contesta-

* Une première version de ce texte a été présenté lors de l'atelier « Complexification du monde *versus* exigence minimaliste de la narration » dirigé par Nina Bachkatov et Barbara Delcourt lors du colloque 2008 de l'ABSP-CF.

1. Pour un bilan, nous nous permettons de renvoyer à : Wasinski C., « Théories des relations interna-

trices², cette dernière forme d'investigation est essentielle dans la mesure où elle interroge l'essence même des pratiques militaires. La doctrine militaire codifiant la raison d'être de l'institution, son analyse paraît incontournable (au même titre qu'il paraît incontournable que la société puisse enquêter et légiférer, par exemple sur les techniques de production des biens alimentaires).

C'est à ce travail, auquel a déjà contribué à plusieurs occasions la revue *Cultures & Conflits*³, que l'article qui suit désire participer. Son objectif est d'apporter une perspective complémentaire à l'article de Christian Olsson, publié dans le n°67 de cette même revue, sur la contre-insurrection⁴. En réalité, il s'agira ici non pas d'étudier la production d'un savoir militaire, mais la façon dont il peut être remis en question. Pour être plus précis, nous désirons interpréter l'accusation de plagiat (entres autres de textes de Max Weber et d'Anthony Giddens) formulée par l'anthropologue David Price à l'encontre des experts civils et militaires qui ont rédigé l'actuel manuel conjoint de l'Armée de terre et du Corps des *Marines* pour la lutte contre l'insurrection (FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, 15 décembre 2006). L'absence de références, défendue par les militaires comme un moyen de rendre le document plus simple et plus lisible, constitue un élément central dans le développement d'un scandale, aux proportions limitées il est vrai, sur Internet. L'article consiste à exposer la construction d'une contestation civile et non technicienne (une contestation « citoyenne ») dans le champ de la politique internationale et de sécurité et à s'interroger sur les conséquences de l'affaire. En filigrane, l'analyse soulève la question de savoir comment les non-spécialistes peuvent légitimer leur droit de regard sur l'essence professionnelle et technique militaire.

tionales, doctrines militaires et pensée stratégique et de sécurité », *Les Champs de Mars*, 2^e semestre 2003, pp. 145-172 ; *ibid.*, « Aperçu d'un atelier de recherches : les études sociales constructivistes, critiques et postmodernes de sécurité (partie I) », *Les Cahiers du RMES*, vol. 2, n°2, hiver 2005, pp. 74-84 (disponible sur : http://www.rmes.be/Les_Cahiers_du_RMES_4.pdf).

2. On s'en rendra par exemple compte par rapport à l'influence politique décevante du travail d'investigation de Marie-Monique Robin (*Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004, ainsi qu'un reportage télévisuel qui porte le même titre) qui met en évidence l'impact de la doctrine française de la « guerre révolutionnaire » entre autres dans les dictatures sud-américaines.
3. Bigo D., Guittet E.-P., Smith A., « Participation des militaires à la sécurité intérieure : Royaume-Uni, Irlande du Nord », *Cultures & Conflits*, n°56, 2004, pp. 11-34 ; Potier E., « Imaginaire du contrôle des foules dans l'armée de terre française », *Cultures & Conflits*, n°56, 2004, pp. 35-49 ; Wasinski C., « Créer une Révolution dans les affaires militaires : mode d'emploi », *Cultures & Conflits*, n°64, 2006, pp. 149-164 ; Bricet des Vallons G.-H., « L'arme non létale dans la stratégie militaire des Etats-Unis : imaginaire stratégique et genèse de l'armement », *Cultures & Conflits*, n°67, 2008.
4. Olsson C., « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des "cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, n°67, pp. 35-62.

Contestation sociale et production de sens

Le cas d'étude qui nous intéresse est quelque peu particulier. Il repose en effet sur la dénonciation, par un intellectuel, d'un problème de plagiat au sein d'un document officiel. Bien que l'ensemble de l'affaire repose sur l'action d'un seul individu, la dimension sociale de l'acte est bien visible. Cette dénonciation a lieu sur un site Internet tout ce qu'il y a de plus public. Non seulement sa diffusion est clairement recherchée, mais il existe un désir, de la part du responsable du site où paraît le texte, de peser sur la vie sociale. Plus encore, cet acte cherche à atteindre la sphère militaire américaine et donc, à travers elle, une instance en charge de questions de politique internationale. On est donc confronté à une affaire de militantisme politique qui s'exprime sur un mode assez nouveau, grâce à Internet⁵. En d'autres termes, l'action étudiée doit être appréhendée comme une action de contestation d'une politique publique nationale de sécurité.

Traditionnellement, lorsque la sociologie s'intéresse à la contestation des politiques publiques, elle le fait en tentant de comprendre ce qui motive les comportements collectifs au sein des mouvements sociaux. Les sociologues mettent alors par exemple en évidence le rôle des frustrations lorsqu'un événement déclencheur (pollution, non-respect des droits de l'Homme, pauvreté, etc.) provoque une réaction qui se généralise, est canalisée et se transforme en objectif. Ils peuvent également mettre l'accent sur le rôle de l'acteur rationnel, insister sur les ressources matérielles dont disposent les contestataires, souligner l'importance des fenêtres structurelles d'opportunité existant pour faire aboutir l'action, etc. Le problème de ces approches est qu'elles se focalisent primordialement sur les conditions « externes » de réussite d'une contestation, c'est-à-dire sur des éléments d'ordre structurel et matériel.

A contrario, ces approches traditionnelles s'intéressent moins à l'élaboration du dispositif argumentaire et à la production du sens. Ces approches ne permettent pas de répondre à la question de savoir pourquoi on peut juger que tel acte doit être dénoncé. Une certaine connaissance préalable à l'acte de dénonciation doit exister et servir de point de repère. *A priori*, des personnes peuvent considérer que la collaboration entre les anthropologues et les militaires est une bonne chose ou, simplement, une chose qui ne mérite pas que l'on s'y attarde. Que cette collaboration devienne un problème éthique (par exemple en établissant un lien entre des coopérations passées désastreuses et le spectre de coopérations futures qui risque de l'être également) n'est pas une chose qui s'impose d'emblée, mais qui doit être démontrée, exposée et transmise.

5. Pour une introduction générale sur la contestation politique, voir : Neveu E., *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

L'objectif de la présente étude est justement de contribuer à éclairer cette problématique, en suivant une orientation sociologique pragmatique constructiviste ⁶. On s'interrogera donc ici sur la constitution du sens de la protestation. Celle-ci est à la fois le résultat de cadres sociaux préexistants (qui sont eux-mêmes le résultat d'interactions sociales) et de stratégies mises en œuvre par les individus. La réussite de la contestation contre la pollution ne dépend pas uniquement de l'existence d'une organisation telle que *Greenpeace*, bien structurée et dotée de moyens matériels (bateaux, etc.). La contestation dépend aussi de la sélection, de l'exploitation, de la mise en forme (dans des rapports par exemple) par les militants, de données jugées scientifiques et objectives. La contestation contre l'inaction publique face à un danger quelconque ne dépend par non plus uniquement de la présence, dans le champ politique, d'une organisation. Elle dépend également de la capacité de cette organisation à convaincre et à prouver qu'il existe effectivement un danger. Plus encore, on peut certainement penser que ce sens est bien souvent « co-constitutif » de la formation du groupe ou de la structure organisationnelle. Le sens contribue largement à fonder l'identité du rassemblement. En d'autres termes, il faut s'intéresser à la vision commune minimum ou aux idées partagées par les acteurs (qu'il s'agisse de l'existence d'un danger industriel ou naturel).

On l'aura saisi, ce qui est étudié dans ce texte est la tentative de production d'un scandale dans le domaine de la politique étatique de sécurité et des doctrines militaires ⁷. On remarquera assez rapidement que cette tentative n'est pas absolument fluide. L'utilisation d'Internet ne permet pas de faire passer avec succès n'importe quel message. Le sens de la contestation repose sur une série de cadres qui s'emboîtent les uns dans les autres et qui ont été sédimentés sur le long terme par un réseau intellectuel. Notons encore cependant que même le recours à cet emboîtement n'assure pas automatiquement un « scandale éclatant », comme le montre l'affaire évoquée. Ce qu'il assure, si cet emboîtement est correctement réalisé, c'est un scandale qui fait sens.

6. Comme c'est le cas chez : Cefai D., Trom D. (dirs), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS, 2001. En guise d'introduction sur l'orientation sociologique pragmatique, on consultera avec intérêt la livraison « Sciences humaines : sens social » de juin-juillet 1991 de la revue *Critique* (n°529-530). Par approche sociologique pragmatique constructiviste, on entendra un travail qui s'efforce de dépasser la division entre l'individu et le collectif en tentant de donner la parole à l'un et à l'autre ; qui prend sérieusement en considération la parole des acteurs, y compris lorsque ceux-ci expriment du « sens commun » ; qui s'intéresse à la création des catégories sociales.

7. Proche de la thématique du scandale, la question de la dénonciation a été théorisée avec brio dans : Boltanski L., Darré Y., Schiltz M.-A., « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, mars 1984, pp. 3-40. La question des affaires, elle, a été traitée entre autres au niveau de la politique internationale par : Chateauraynaud F., Tornay D., *Les Sombres Précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, EHESS, 1999, pp. 25-71 ; Chateauraynaud F., *Alertes et mobilisations à l'échelle internationale. Pour une balistique sociologique des causes internationales*, note pour la journée « Transfrontières » du 7 juin 2007, version du 26 mai 2007 (consulté sur <http://gspr.ext.free.fr/membres/FC.shtml> le 2 avril 2008).

Enfin, on notera que l'enquête proposée ici, conformément à l'orientation pragmatique constructiviste, inspirée par un auteur tel que Bruno Latour, s'intéresse à la parole publique des acteurs⁸. La question de l'élaboration du sens est basée sur l'étude de ce qui est visible, lisible ou audible (en ce sens aussi, dans le cas de figure analysé, on a préféré s'abstenir de réaliser des entretiens qui auraient été à l'origine d'une parole « privée » ; l'objectif reste bel et bien de se concentrer sur ce qui est le plus visible dans l'affaire). Dans ce schéma, il ne saurait être question pour le chercheur d'imposer des motivations cachées aux acteurs. D'une part, on risquerait alors de tomber dans la théorie du complot. D'autre part, une telle attitude signifierait que le chercheur a la capacité de voir à travers les acteurs comme dans une boule de cristal (qu'il se trouverait en position d'asymétrie par rapport à ce qu'il observe).

Critique des liens entre sciences humaines et appareil de sécurité

La contestation formulée par l'anthropologue David Price ne prend pas son sens dans le vide, loin de là. Au même titre qu'un laboratoire où des instruments sont nécessaires pour faire parler des phénomènes physiques ou chimiques, l'action de l'anthropologue prend son sens complet par son intégration au sein d'un dispositif intellectuel producteur de sens⁹. Ici, un événement important va participer à cette la formalisation d'un point de repère par rapport aux coopérations entre les militaires et les anthropologues¹⁰. En 1956 est créée le SORO (*Special Operations Research Office*), un organisme de recherche localisé sur le campus de l'*American University* de Washington DC. Le SORO est quasiment indépendant mais directement soutenu par les forces armées. C'est lui qui est à l'origine du projet « Camelot » qui a pour but d'étudier, grâce aux sciences sociales, de nombreux pays, principalement de l'hémisphère sud (comme la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, etc.), en vue de déterminer leur degré de vulnérabilité interne. Il s'agit en fait d'un projet de lutte insurrectionnelle à très grande échelle. En 1965, l'affaire est révélée publiquement, entre autres par le fondateur des études sur la paix, Johan Galtung¹¹. L'affaire fait scandale et le projet est officiellement arrêté. Le projet « Camelot » est perçu comme une attaque contre la souveraineté des pays étudiés. Dans la foulée, l'*American Anthropological Association* (AAA) décide de réagir pour défendre l'intégrité de l'anthropologie. Les anthropologues mettent en particulier en évidence l'obligation de transparence des recherches scientifiques, à la fois par rap-

8. A ce propos, voir : Latour B., *Changer de société, refaire de la sociologie* (trad. de l'anglais par N. Guillhot), Paris, La Découverte, 2006.

9. Stengers I., *L'Invention des sciences modernes*, Paris, La Découverte, 1993 ; Latour B., *La Science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, (trad. de l'anglais par M. Biezunski), Paris, La Découverte, 2005.

10. Solovey M., "Project Camelot and the 1960s Epistemological Revolution: Rethinking the Politics-Patronage-Social Science Nexus", *Social Studies of Science*, vol. 31, n°2, avril 2001, pp. 171-206.

11. Galtung J., "Scientific Colonialism", *Transition*, n°30, avril-mai 1967, pp. 11-15.

port aux résultats mais aussi par rapport aux financements, éléments peu présents dans le projet « Camelot ».

Dans la foulée, un courant intellectuel en sciences humaines va chercher à exposer les liens existant entre l'appareil sécuritaire d'État et les sciences. Un nombre grandissant de ces intellectuels s'est focalisé sur les liens qui unissaient leurs propres disciplines de sciences humaines (anthropologie, sociologie, études sur la communication, psychologie, sciences politiques, sciences économiques, etc.) avec le département de la Défense, la *Central Intelligence Agency*, le département d'État, etc. Ces études se sont surtout concentrées sur la période de la Guerre froide pour montrer à quel point les sciences humaines ont été dépendantes des crédits dans le domaine de la défense. Ce courant intellectuel a donné lieu à de nombreuses publications, remontant au moins aux années 1960¹². Sur le fond, ces études mettent en évidence l'implication des politologues et des économistes dans l'élaboration de la stratégie nucléaire, des spécialistes en communication dans des projets de recherche en matière de guerre psychologique (par exemple, avec la mise en place de *Radio Free Europe* ou *The Voice of America* ou encore avec des recherches portant sur l'effet des tracts militaires), des sociologues dans les recherches sur les motivations des combattants, des anthropologues dans des études sur les profils de certaines sociétés en vue d'évaluer le risque de diffusion du communisme en leur sein, etc.

Pour notre affaire, cette production est essentielle. Elle contribue à la mise en place d'un dispositif qui permet de juger certains actes. Ces études mettent en exergue le fait que les scientifiques ont contribué à soutenir le climat de Guerre froide. Plus encore, elles indiquent que les scientifiques ont pu légitimer, directement ou indirectement, des actions violentes en tous genres menées dans les pays du Sud (comme dans les opérations contre-insurrectionnelles). En d'autres termes, cela signifie que ces études ont élaboré un cadre

12. Pour information, on peut citer : Biderman A., Crawford E., *Political Economics of Social Research: The Case of Sociology*, Springfield, Clearinghouse for Federal Scientific and Technological Information, 1968 ; Horowitz I.L., *The Use and Abuse of Social Sciences*, New Brunswick, Transaction Books, 1971 ; Kaplan F., *The Wizards of Armageddon*, New York, Touchstone, 1983 ; Feldman J., *Universities and the Business of Repression: the Academic-military-industrial Complex and Central America*, Boston, South End Press, 1989 ; Diamond S., *Compromised Campus: The Collaboration of Universities with the Intelligence Community*, New York, Oxford University Press, 1992 ; Simpson C., *Science of Coercion: Communication Research and Psychological Warfare, 1945-1960*, New York, Oxford University Press, 1994 ; Latham M.E., *Modernization as Ideology: American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2000 ; Robin R., *The Making of the Cold War Enemy. Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2001. A cela s'ajoutent encore des publications dont la tournure peut s'avérer plus explicitement engagée comme c'est le cas de la (par ailleurs, très intéressante) livraison d'automne 1995 de la *Radical History Review* portant sur *The Cold War and Expert Knowledge*. Pour un commentaire général sur cette littérature, voir : Simpson C., "Universities, Empire, and the Production of Knowledge: An Introduction", in Simpson C. (dir.), *Universities and Empire - Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War*, New York, New York Press, 1998, pp. xxx-xxxii.

interprétatif (grâce à une sorte de communauté professionnelle fluide) pour replacer les informations sur les collaborations entre les universitaires et l'appareil de défense. Ponctuellement même, ce cadre a été renforcé aux États-Unis par le recours à des éléments de théorie critique et postmoderne, notamment inspirés par Michel Foucault, qui insistent sur le lien entre savoir et pouvoir¹³. Globalement, il faut noter que le réseau de recherche et chercheurs évoqué est parvenu à consolider une position intellectuelle contestatrice vis-à-vis de la guerre et de l'emploi des sciences sociales au service de celle-ci. À travers cette position, ce réseau établit des attentes concernant le futur des sciences humaines. Il s'ouvre donc déjà à une prolongation potentielle et à des connexions supplémentaires.

Anthropologie et « guerre globale contre le terrorisme »

Le cadre interprétatif évoqué précédemment sert clairement de base à la contestation tout à fait contemporaine formulée par les anthropologues américains à l'encontre de l'implication de certains de leurs collègues dans la « guerre globale contre le terrorisme ». Ainsi, en novembre 2006, deux résolutions vont être soumises au sein de l'*American Anthropological Association*, lors de son congrès annuel. La première condamne l'occupation de l'Irak. La seconde met en cause la torture et l'utilisation de l'anthropologie dans le contexte du conflit¹⁴. Ces résolutions seront adoptées le 7 juin 2007.

Puis, en juin 2007, la revue *Anthropology Today* consacre plusieurs textes à l'implication de l'anthropologie dans la guerre. L'un des principaux responsables de l'action au sein de l'AAA, Roberto J. Gonzáles, un anthropologue de l'université de San José en Californie, y faisait publier un article intitulé « Towards Mercenary Anthropology¹⁵ ? ». Il s'agissait d'une critique du rôle des anthropologues dans la rédaction du manuel opérationnel contre insurrectionnel FM 3-24/MCWP 3-33.5 conjoint à l'armée de terre et au Corps des *Marines*¹⁶. L'article donnait une présentation générale du manuel et mettait en question le choix de certains anthropologues, non seulement dans le processus rédactionnel du manuel mais aussi, plus globalement, dans les programmes de terrain mis en place par le Pentagone (le projet nommé *Human Terrain System* par lequel les forces

13. Sur la diffusion de cette pensée aux États-Unis, voir : Cusset F., *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.

14. American Anthropological Association, "Anthropologists Weigh in on Iraq, Torture at Annual Meeting", 11 décembre 2006 (consulté sur www.aaanet.org/pdf/iraqtorture.pdf, le 16 avril 2008).

15. González R.J., "Towards Mercenary Anthropology? The New US Army Counterinsurgency Manual FM 3-24 and the Military-Anthropology Complex", *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007, pp.14-19.

16. Headquarters, Department of the Army, FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, Washington DC, décembre 2006 (on pourra consulter le manuel en question sur www.usgcoi.org/library/doctrine/COIN-FM3-24.pdf).

armées recherchaient des « conseillers culturels » pour l'Irak et l'Afghanistan). Non seulement l'auteur s'insurgeait contre ces formes de collaboration, mais il s'inquiétait aussi de ce que des sociétés privées de sécurité (*BAE Systems, Hicks & Associates, L-3 Communications, MPRI, Booz Allen Hamilton, The Mitre Corporation*) cherchaient à mettre la main sur des anthropologues pour réaliser des tâches militarisées. L'article a ensuite donné lieu à un échange de correspondances, publié dans la même revue, entre David Kilcullen, un ancien officier australien, passé au service du département d'Etat américain, spécialiste des opérations contre-insurrectionnelles et impliqué dans la rédaction du manuel FM 3-24/MCWP 3-33.5, et Hugh Gusterson, un professeur d'anthropologie de l'université George Mason en Virginie ¹⁷.

Entre-temps, le mouvement amorcé lors du congrès de l'AAA en novembre 2006 se concrétise par l'apparition du *Network of Concerned Anthropologists*, dont la vitrine est un blog (<http://concerned.anthropologists.googlepages.com/home>). Cette association a été fondée par Roberto J. Gonzáles, Hugh Gusterson, David Price et neuf autres anthropologues (Catherine Besteman, Andrew Brickford, Greg Feldman, Gustaaf Houtman, Jean Jackson, Kanhong Lin, Catherine Lutz, David Vine) provenant de diverses institutions. En septembre 2007, ils rendent publique une charte éthique, sorte de pétition de non-participation dans les opérations contre-insurrectionnelles. Ce document stipule :

« Nous, les soussignés, sommes convaincus que les anthropologues ne doivent pas s'engager dans la recherche ou d'autres activités qui contribuent aux opérations de contre-insurrection en Irak ou dans d'autres théâtres de la "guerre contre la terreur". De plus, nous sommes convaincus que les anthropologues doivent s'abstenir d'assister directement les militaires US au combat, que se soit en matière de torture, d'interrogation ou de conseils tactiques ¹⁸. »

Ils précisent ensuite que ce qu'ils remettent en cause, ce sont les projets des forces américaines en matière de recrutement d'anthropologues dans le but de les aider en Irak et dans le reste du Proche et Moyen-Orient.

Au final, le travail de diffusion mené par les anthropologues n'est pas sans succès. La position du *Network of Concerned Anthropologists* est désormais

17. Kilcullen D., "Ethics, Politics and Non-State Warfare", *Anthropology Today*, vol. 23, n°3, juin 2007, p. 20 ; Gusterson H., "Anthropologists and War", *Anthropology Today*, vol. 23, n°4, août 2007, p. 23.

18. Notre traduction. Network of Concerned Antrhopologists, "Pledge of Non-participation on Counter-insurgency", consulté sur <http://concerned.anthropologists.googlepages.com/home>, le 15 avril 2008.

relayée par des médias¹⁹. Par ailleurs, l'emploi de l'anthropologie dans la « guerre contre le terrorisme » n'est plus uniquement présenté de manière positive. On évoque, par exemple, les risques que l'anthropologie pourrait contribuer à produire des situations aussi humainement inacceptables qu'au Vietnam ou en Amérique latine. Un réel débat public commence à voir le jour sur le sujet.

L'alignement de l'individu contestataire

Nous avons donc montré qu'il existait un réseau intellectuel critique en sciences humaines, y compris en anthropologie, qui s'intéresse depuis plusieurs décennies aux collaborations entre appareil de défense et recherche académique. Nous avons ensuite montré que ce réseau donnait une assise à la contestation anthropologique récente contre l'emploi de cette discipline dans la « guerre globale contre le terrorisme ». On peut même considérer que les connexions intellectuelles reliant le premier réseau au second les transforment en un seul et même réseau de contestation. L'ensemble des éléments évoqués forment en réalité une sorte de cadre à partir duquel il est possible de s'appuyer pour juger de ce qui est normal ou anormal, de ce qui est acceptable ou de ce qui ne l'est pas, de ce qui est moral ou non en matière d'anthropologie. Notons cependant que l'appui en question n'est pas automatique. Il s'agit d'une sorte de ressource qu'il faut être capable de mobiliser, de reprendre à son compte, d'adapter selon les circonstances. Mais, de façon générale, on peut penser que, si la mobilisation s'avère fructueuse, la signification de l'opération de contestation s'avèrera d'autant plus forte.

Dans le cas qui nous occupe, il faut maintenant montrer comment l'anthropologue David Price s'intercale par rapport aux cadres évoqués et comment sa contestation parvient à se mettre en phase avec le reste du réseau. Pour que sa critique porte, l'individu David Price a donc intérêt à être en adéquation (éventuellement même à se formater en toute connaissance de cause) avec les éléments qui précèdent. Entendons-nous bien, nous ne présupposons pas (peut-être est-ce le cas, peut-être n'est-ce pas le cas) que David Price joue un rôle social tout à fait en décalage par rapport à son « moi profond ». Tout ce qui nous intéresse ici, c'est de montrer de quelle manière son profil est connecté au reste du réseau intellectuel.

Et force est de constater que ce profil est effectivement très bien connecté à ce réseau, comme l'indique son propre blog professionnel²⁰. Ce blog contribue indiscutablement à l'établissement du profil de l'anthropologue et à prouver sa connexion avec le mouvement de contestation. David Price s'y présente comme

19. Voir par exemple : Rohde D., "Army Enlists Anthropology in War Zones", *The New York Times*, 5 octobre 2007.

20. Voir : http://homepages.stmartin.edu/fac_staff/dprice/index.htm

un anthropologue culturaliste et comme un professeur d'anthropologie et de sociologie, au sein de l'université de Saint-Martin dans l'Etat de Washington, depuis 1994. Il y indique qu'il a réalisé des recherches au Yémen, en Israël et en Egypte. Il précise également qu'il a obtenu son doctorat du département d'anthropologie de l'université de Floride. Sa thèse portait sur un système d'irrigation égyptien. Ces éléments de base du *curriculum vitae* permettent de le situer sans ambiguïté dans le champ professionnel de l'anthropologie et de le pourvoir d'un certain capital symbolique dans le domaine ²¹. Ce capital symbolique n'est cependant pas, selon nous, gage de réussite par rapport à la diffusion du scandale. Plus simplement – mais c'est absolument essentiel – il permet à l'auteur de s'exprimer dans un champ d'activité et d'y être pris plus au sérieux que ne le serait, par exemple, un cadre travaillant dans une banque ou un botaniste.

La page d'accueil du blog reprend ensuite les centres d'intérêt du professeur. En l'occurrence, David Price indique :

« J'utilise actuellement les ressources archivées et les interviews sous le coup du *Freedom of Information Act* [loi qui autorise la consultation de documents du pouvoir exécutif] pour écrire des comptes rendus des diverses interactions entre les militaires et les services de renseignements avec l'anthropologie américaine. C'est un vaste projet qui examine la variété des interactions entre les anthropologues et les organisations telles que la CIA, le FBI, la NSA, l'OSS et d'autres agences gouvernementales ²². »

Dans une autre rubrique de son site, l'anthropologue écrit que les recherches sur les relations entre l'anthropologie, les forces armées et les services de renseignements couvrent deux domaines, sur lesquels il a par ailleurs travaillé ; soit elles portent sur la surveillance et les harcèlement, par exemple par le FBI, des chercheurs politiquement engagés ; soit elles concernent les contributions volontaires ou non volontaires des anthropologues à l'appareil de sécurité étatique.

Le blog présente enfin les publications de David Price. Outre les ouvrages ²³, dans la liste des articles de l'auteur, on retrouve des références à une contribution à la *Radical History Review*, une autre à la livraison, évoquée précédemment, de juin 2007 d'*Anthropology Today* et à des écrits plus militants parus sur le site Internet de *CounterPunch*. On constate aussi qu'un onglet du blog, intitulé *Terror War Anthropology*, est dédié aux écrits relatifs

21 . Bourdieu P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard, 1982.

22 . Notre traduction. Texte consulté le 17 avril 2008 sur : http://homepages.stmartin.edu/fac_staff/dprice/index.htm

23 . Figurent les ouvrages : *Anthropological Intelligence: The Deployment and Neglect of Anthropological Knowledge during the Second World War*, Durham, Duke University Press, 2008 ; *Threatening Anthropology: McCarthyism and the FBI's Surveillance of Activist Anthropologists*, Durham, Duke University Press, 2004.

à ce sujet. Pour terminer, on remarquera qu'un autre onglet renvoie à une liste de questions fréquemment posée (une « FAQ ») à propos des plagiats dans le cadre des cours de David Price, l'auteur accordant visiblement de l'importance à la question.

La mise en scène de la dénonciation

Il faut donc considérer l'ensemble des éléments évoqués jusqu'à présent comme un dispositif qui va permettre de produire du sens pour la contestation que formule David Price à l'encontre du FM 3-24 / MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*. Ce cadre est un levier à partir duquel David Price peut maintenant tenter de poursuivre le travail de remise en question du manuel opérationnel. Jusqu'à présent, la contestation du lien entre anthropologie et forces armées mettait en évidence les risques que la discipline ne contribue à légitimer la violence et ne participe, par ce biais, à la mort d'êtres humains. De son côté, David Price combine cette contestation à un élément supplémentaire : il a repéré des cas de plagiat dans le manuel. Il fait publier le résultat de sa découverte le 30 octobre 2007 sur le site Internet d'un bulletin d'information électronique (une *newsletter*) nommé *CounterPunch*, un magazine électronique qui se présente lui-même comme un bihebdomadaire, radical, et « fouille-merde » (« *mucracking* »)²⁴. Notons que David Price a déjà eu l'occasion de contribuer à plusieurs occasions à ce magazine, notamment sur la thématique de la « guerre contre le terrorisme ».

Comment la dénonciation du manuel est-elle mise en scène dans ce texte de David Price ? Son texte consiste d'abord à exposer comment s'est acquise la légitimité du manuel contre insurrectionnel en vue de remettre complètement en question cette même légitimité. Il indique ainsi que le document a non seulement été publié pour les forces armées mais qu'une seconde version, plus luxueuse, a vu le jour aux *University of Chicago Press* après avoir été évalué par des lecteurs externes. Il ajoute que l'auteur de l'avant-propos du document, le lieutenant-colonel John Nagl est apparu dans de nombreux médias (à la NPR, sur ABC News, sur NBC, dans le *New York Times* et dans *Newsweek*) suite à cette seconde publication. Il précise ensuite que deux rédacteurs importants du document, l'anthropologue (civil) Montgomery McFate et l'ancien officier australien David Kilcullen, sont également apparus comme des héros au sein de plusieurs médias américains (en particulier M. McFate dans le *New Yorker*, le *S.F. Chronicle Magazine* et *More*, sans

24. Price D., "Pilfered Scholarship Devastates General Petraeus's Counterinsurgency Manual", *Counterpunch*, 30 octobre 2007, (consulté sur www.counterpunch.org/price10302007.html, le 17 avril 2008).

25. Voir : Sewall S., "A Radical Field Manual", in United States Army / United States Marine Corps, *The U.S. Army / Marine Corps Counterinsurgency Field Manual*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, pp. xxi-xliii.

compter une intervention dans les colonnes du *Wall Street Journal*). Dans l'ensemble, David Price note que le manuel a été présenté comme révolutionnaire ²⁵. Il vient à point nommé pour reconforter un public qui s'interroge de plus en plus sur l'engagement militaire en Irak.

Ayant recensé ces éléments, insistant au passage sur ce qui constitue, selon lui, une opération de séduction de la part du Pentagone, l'anthropologue s'attache ensuite à délégitimer le document. Il remarque d'abord que, sur un plan personnel, il n'est guère impressionné par le contenu anthropologique du texte. Loin d'être révolutionnaire, le manuel simplifie à outrance (en dépit des critiques militaires qui pensent que le manuel va trop loin dans cette direction). David Price note ensuite qu'à force de lire le document, il s'est étonné de trouver des phrases qui lui semblaient familières. Quelques recherches lui ont permis de repérer des emprunts non référencés (pas de guillemets, pas de notes de bas de page et aucune référence, dans le corps du texte, à l'auteur original) à des textes classiques selon des modalités qui n'avaient rien d'accidentel. David Price retrouve ainsi des extraits plagiés de : David Newman, *Sociology* (2006) ; Anthony Giddens, *Sociology* (2006) ; Fred Plog et Daniel Bates, *Cultural Anthropology* (1988) ; Milton Rokeach, *The Nature of Man Values* (1973) ; Victor Tuner, *The Forest of Symbols* (1967) ; Max Weber, *Economy and Society* (1922), etc. Pour chacun de ces cas, il donne une illustration précise. Ainsi, dans le manuel de contre-insurrection figure la phrase suivante (dans la section 3-55 intitulée « Power and Authority ») : « *Power is the probability that one actor within a social relationship will be in a position to carry out his or her own will despite resistance* ». Dans *Economy and Society* de Max Weber, il repère la citation suivante : « *Power [Macht] is the probability that one actor within a social relationship will be in a position to carry out his or her own will despite resistance* ²⁶ ».

L'anthropologue ajoute également qu'aucun des ouvrages plagiés n'est repris dans la bibliographie du manuel, qui comporte pourtant plus d'une centaine de sources (principalement des sources officielles militaires). Cela lui permet finalement de comparer l'attitude de ceux qui ont produit le manuel à celle de ses étudiants qui pratiquent le plagiat et évite de mentionner, dans leurs bibliographies, le document plagié de manière à ne pas attirer l'attention du correcteur.

L'anthropologue poursuit ensuite son analyse en tentant de relier rhétoriquement ce qu'il a dévoilé avec les éléments de contestation présentés préalablement. Il remet ainsi en question l'éthique de la participation des anthropologues à la guerre en général. Il indique que, comme son collègue Roberto J. Gonzáles l'avait noté, il s'agit d'une sorte de manuel pour « *indirect colonial rule* » (« règle

26. Weber M., *Economy and Society*, Berkeley, University of California Press, 1978, p. 53.

coloniale indirecte »)²⁷. Il met en cause le rôle de Montgomery McFate en tant que légitimatrice d'un texte qui ne mérite guère d'être vanté. Enfin, il affirme que la lutte contre insurrectionnelle menée par les militaires en Irak s'avère de toute façon un échec. Finalement, selon David Price, le rôle principal du manuel est de rendre confiance à la population quant aux capacités des soldats, de montrer qu'ils agissent pour améliorer la situation.

Tempête dans un verre d'eau ?

On peut se demander s'il est possible d'évaluer l'impact de ce qui est présenté par David Price comme un scandale. Il n'est certes pas question de donner une évaluation chiffrée à ce propos. Mais on peut avoir une idée de l'effet de la dénonciation si l'on prend acte de la transmission de l'information, sur Internet, entre autres par l'entremise des blogs²⁸. *Counterpunch*, comme cela a été mentionné, est à la fois une lettre d'information électronique et un site assez sommaire. Grâce à ce format, les informations révélées par David Price sont facilement reprises sur d'autres blogs (parmi lesquels : openanthropology.wordpress.com ; hnn.us ; livingplanet.zaadz.com ; www.nabble.com ; www.vitia.org ; blog.wired.com ; etc.) concernés par les questions anthropologiques, le conflit en Irak, l'environnement, etc. L'hétérogénéité semble ici de mise, les connexions se faisant au gré des intérêts individuels et sectoriels plus que tout autre chose. La dénonciation est également reprise sur le site Internet de *Harper's Magazine*²⁹.

Outre le fait que les blogs renvoient, par l'entremise d'un lien hypertextuel, à l'article original, certains dédient un espace de discussion à la problématique. C'est par exemple le cas sur savageminds.org, blog dédié à diffuser, aussi largement que possible, de l'information sur l'anthropologie contemporaine. Plusieurs remarques négatives s'affichent néanmoins par rapport à la contestation de David Price. Certains internautes considèrent en particulier que sa dénonciation n'est qu'une tempête dans un verre d'eau. D'autres lui reprochent de se servir de tout et n'importe quoi dans le but de contester le manuel opérationnel. Il ne fait cependant aucun doute que ce scandale, qu'il soit considéré comme tel ou non par les internautes, fait réagir, à en juger par le nombre de réponse, certaines étant par ailleurs très argumentées.

27. González J., "Towards Mercenary Anthropology? The New US Army Counterinsurgency Manual FM 3-24 and the Military-Anthropology Complex", *op. cit.*, p. 16.

28. Notons que le contenu de l'article sera également repris dans un autre article de David Price publié dans *Anthropology Today* : Price D., "Anthropology as Lamppost?", *Anthropology Today*, vol. 23, n°6, décembre 2007, pp. 200-221. En outre, sur le plan privé, David Price indique qu'il a reçu plus de cent courriels. La plupart de ceux-ci étaient positifs. Il a également reçu quelques menaces et attaques personnelles. David Price nous a également indiqué qu'il avait proposé à Montgomery McFate de poursuivre le débat, dans une publication de son choix. Cette proposition est restée lettre morte. Courriel personnel de David Price, 11 juillet 2008.

29. Silverstein K., "A Surge in Plagiarism?", *Harper's Magazine*, 2 novembre 2007 (consulté sur www.harper.org/archive/2007/11/hbc-90001574, le 21 avril 2008).

Il est ensuite important de prendre acte des réactions qui sont apparues sur un site Internet d'un genre tout à fait différent, celui du *Small Wars Journal*³⁰. Ce site privé est destiné à diffuser des informations sur la lutte contre-insurrectionnelle au sein de la communauté militaire. Il ne dépend pas du Pentagone mais il est le résultat d'une initiative privée. Outre son magazine électronique, le site comporte une partie de type blog qui servira aussi de chambre d'écho à la controverse. Ainsi, ce site diffusera la réponse du porte-parole du département de la Défense, le major Tom McCuin, aux allégations de David Price³¹. D'après le major McCuin, la valeur du manuel ne peut être remise en question en dépit des problèmes de standard au niveau académique. Le problème principal proviendrait du fait que David Price n'est pas d'accord avec la politique étrangère américaine. En d'autres termes, selon le porte-parole, l'implication des anthropologues dans la « guerre contre le terrorisme » servirait de bouc-émissaire à David Price pour mettre en cause la politique étrangère américaine dans son ensemble. Et le porte-parole de mettre en évidence le rôle de l'anthropologie au sein des forces armées en vue de mieux comprendre les autres cultures et de rendre les opérations moins meurtrières. En d'autres termes, le cœur de la réaction du Pentagone est que la critique de David Price est non pertinente car une publication académique et un manuel opérationnel ne ressortent pas des mêmes registres intellectuels. Les critères de comparaison seraient donc inopérants.

Indiquons aussi que la réponse personnelle du lieutenant-colonel John Nagl, l'un des responsables de la publication, également postée sur *Small Wars Journal*, est des plus intéressante³². Après une présentation générale du processus rédactionnel du manuel, le message de l'auteur va dans le même sens que celui du major Tom McCuin. Ainsi insiste-t-il sur la nature particulière des manuels opérationnels qui les différencie des travaux académiques. Le retrait des notes de bas de page serait donc, selon John Nagl, conforme au format des manuels opérationnels. L'absence de ces notes aurait pour conséquence de rendre plus lisible le document, de le simplifier. Au final, le fait de ne pas adhérer au « décorum académique », expression employée par le lieutenant-colonel Nagl, concernant les notes de bas de page, n'aurait aucun impact sur les mérites de la doctrine. Bien que les défenseurs du manuel reconnaissent qu'il n'est pas parfait, ceux-ci ne cessent de répéter qu'il émerge au sein d'univers intellectuel qui n'a pas à se conformer aux règles de l'Université³³.

30. <http://smallwarsjournal.com/blog>

31. McCuin T., "Army Response to Counterpunch", *Small Wars Journal*, 1^{er} novembre 2007 (consulté sur smallwarsjournal.com/blog/2007/11/countercounter-punch/ le 21 avril 2008).

32. Nagl J., "Desperate People with Limited Skill", *Small Wars Journal*, 1^{er} novembre 2007 (consulté sur <http://smallwarsjournal.com/blog/2007/11/desperate-people-with-limited/>, le 21 avril 2008).

33. Voir aussi : Bill, "Ivory Tower? Or Glass?", *Small Wars Journal*, 5 novembre 2007 (consulté sur smallwarsjournal.com/blog/2007/11/ivory-tower-or-glass/, le 21 avril 2008).

Enfin, rebondissement supplémentaire dans l'affaire, le site internet du *Small Wars Journal* a posté une des versions « draft » (« brouillon ») du troisième chapitre du manuel qui comporte des notes de bas de page³⁴. Le document de treize pages comporte effectivement pas moins de cinquante-huit notes infra-paginales qui répertorient livres et articles dans la plus pure tradition académique. La plupart des notes citent même plusieurs sources. Sont par exemple cités dans celles-ci : Evans-Pritchard, Radcliffe-Brown, Antonio Gramsci, Anthony Giddens, Bronislaw Malinowski, Robert Merton, Clifford Geertz, Nathan Leites, Pierre Bourdieu, C. Wright Mills, Max Weber, etc.

On l'aura donc saisi, de nombreux éléments concourent à faire de ce scandale un pétard mouillé ou un scandale échoué.

De l'apport essentiel du pétard mouillé ...

La version annotée du troisième chapitre du manuel peut apparaître comme un coup de grâce pour l'ensemble du scandale ou, au contraire, peut faire sourciller quant à son apparition quasi magique. Quoiqu'il en soit, quelques éléments et réflexions complémentaires doivent encore être précisés sur le fond et sur la forme concernant cette affaire. Pour commencer, sur un plan empirique, les défenseurs dudit manuel ont indiqué que les manuels, en général, ne comportent pas de notes de bas de page. Comme l'indique David Price, c'est faux : les manuels peuvent comporter des notes de bas de page. Plus encore, comme l'indique à juste titre Steven Metz, un chercheur du *Strategic Studies Institute* de l'*US Army War College*, la plupart des manuels de l'*US Marine Corps* sont annotés en fin de section³⁵.

Ensuite, on peut bien entendu appréhender David Price comme un antimilitariste primaire pour qui tout est valable lorsqu'il s'agit de critiquer l'armée. Dans ce contexte, on considèrera que le problème des notes de bas de page n'est qu'un prétexte à toute l'affaire. Un tel sentiment est perceptible dans plusieurs réactions figurant sur la toile. Sur un plan plus sociologique, à l'aune de ces réactions, on pourra affirmer qu'il existe effectivement une faiblesse dans le discours de l'anthropologue ; sa capacité à mettre en relation la question des plagiat avec les risques liés à l'implication des anthropologues et avec l'absence de légitimité de la « guerre globale contre le terrorisme » est fragile. A partir de là, on pourra accuser David Price de ne pas formuler une critique loyale et directe contre la politique étrangère de son pays, de ne pas affirmer purement et simplement son désaccord avec la guerre en Irak et en Afghanistan (ce qu'il a pourtant fait en collaboration avec ses collègues anthropologues au sein du *Network of Concerned Anthropologists*) et d'avoir un parti pris idéologique et antimilita-

34 . Consulté sur : <http://smallwarsjournal.com/documents/coin-draft-excerpt.pdf>, le 22 avril 2008.

35 . Commentaires que l'on retrouvera sur <http://smallwarsjournal.com/blog/2007/11/desperate->

riste. Plus encore, on pourra l'accuser de ne produire qu'une critique fragmentaire, qui se focalise sur un détail anodin au détriment du tableau général, qui ergote sur des notes de bas de page mais qui oublie la dimension dramatique du conflit tel qu'il est vécu par les protagonistes sur le terrain.

Toutefois, il y a probablement bien plus qu'un point de détail dans la dénonciation formulée par David Price. Tout d'abord, sa prise de position, ainsi que celle articulée par ses collègues à l'encontre des liens entre l'anthropologie et le Pentagone, s'avère des plus intéressantes pour comprendre qu'une dénonciation doit idéalement reposer sur des cadres. Ce sont ces cadres qui donnent sens à la contestation, qui permettent de faire passer des questionnements sociaux nouveaux, de remettre en cause ce qui pourrait paraître anodin. Ces cadres agissent comme une sorte de dispositif que David Price et ses collègues ont pu utiliser. Toutefois, l'existence de ces cadres ne conditionne pas automatiquement la réussite de la dénonciation. L'habileté des anthropologues est également de mise ; les cadres sont des outils qui peuvent être bien ou mal utilisés. En l'occurrence, l'utilisation faite par David Price semble avoir été insuffisamment efficace et convaincante à en juger par les réactions évoquées précédemment.

Pourtant, la dénonciation de David Price porte sur un important problème de légitimité. L'anthropologue nourrit une attitude critique envers le comportement de militaires qui cherchent à s'accaparer d'une part de la légitimité intellectuelle universitaire sans toutefois adhérer complètement aux critères de l'institution. Il s'agit donc d'une remise en question des agissements militaires qui, publiquement, au niveau des médias, se parent des attributs académiques mais qui, dans les faits, n'adoptent que ce qui les arrange et restent intransigeants sur le format de leur manuel. L'enjeu n'est pas nul ; il consiste à refuser le droit aux militaires de se servir comme bon leur semble de la crédibilité académique avec l'accord de l'Université. De ce point de vue, on considèrera que, dans toute cette affaire, ce sont les Presses universitaires de Chicago qui ont le plus cruellement manqué de discernement en acceptant de publier le document. De manière symbolique, par cette opération, l'Université donne sa bénédiction aux militaires pour une instrumentalisation de sa légitimité. Plus prosaïquement, toujours selon ce point de vue, l'Université se vend.

Enfin, il est un dernier élément absolument essentiel que nous apprend l'ensemble de l'affaire : il s'agit de la question de l'aplatissement du monde dans le contexte de la contestation sociale ³⁶. La dénonciation formulée par David Price consiste à affirmer que l'armée doit se conformer, même pour quelque chose d'aussi « anodin » que les notes de bas de page, à des règles en

people-with-limited/, consulté le 22 avril 2007.

36. La notion d'aplatissement est développée dans : Latour B., *Changer de société, refaire de la sociologie*, op. cit.

vigueur dans le reste de la société car, fondamentalement, le fait de reprendre un texte sans citer son auteur est une forme de vol. Il y a donc une composante « subversive » dans la contestation de David Price lorsqu'il réaffirme l'obligation pour les forces armées de se comporter comme n'importe qui d'autre. Fondamentalement, par ce biais, il refuse aux forces armées une quelconque position de hauteur, de suprématie hiérarchique sur le reste de la société ou de pouvoir d'agir exceptionnel. Et le fait que cette institution se cabre justement sur un point qu'elle considère comme « accessoire » n'est pas un signal positif. Cela tend à montrer que l'institution ne se sent guère liée par les règles qui s'appliquent à tous au sein de la société.